

# Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »\*

## Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Note n° 28(61)  
juillet-août 2021

### Points clés

- Pour projeter sa puissance navale et ainsi peser sur les équilibres régionaux, la Russie mise sur le déploiement de sous-marins à propulsion diesel-électrique.
- En cas d'affrontement russo-britannique en Méditerranée orientale, la marine russe tiendrait probablement la marine britannique en échec. L'armée russe pourrait aussi chercher à attirer les forces ennemies vers d'autres théâtres plus avantageux pour elle.
- Moyennant quelques efforts technologiques et de promotion, la Russie pourrait s'imposer comme un exportateur majeur de drones militaires.

### Outil militaire : capacités et modernisation

P. Louzine, expert militaire de *Riddle*, considère que **le renforcement des capacités de projection constitue l'un des objectifs principaux de la modernisation de la flotte russe**. Moscou souhaite disposer d'une présence navale militaire (permanente ou temporaire) loin de ses côtes, en particulier dans les océans Pacifique et Indien. Dans cette perspective, **la Russie met l'accent sur la construction de sous-marins à propulsion diesel-électrique**. Discrets et imprévisibles, un petit nombre d'entre eux suffit à renforcer le potentiel de dissuasion russe. Des points d'appui comme celui du Soudan, équipés de ces appareils, accroîtront le rôle politico-militaire de Moscou sur les différentes scènes régionales. Plus généralement, cette évolution de la marine reflète celle de la politique étrangère russe. **Une nouvelle orientation émerge, économiquement et politiquement plus avantageuse que la confrontation avec les États-Unis : l'intégration de la Russie dans les équilibres de pouvoir régionaux** avec des moyens limités, mais suffisants pour jouer sur les contradictions des grandes puissances militaires et influencer les acteurs périphériques (*Riddle*, 28 juillet 2021).

K. Sivkov, de l'Académie russe des sciences des missiles et de l'artillerie, estime que **la marine russe, avec l'appui des forces aéroportées de la base aérienne de Khmeimim en Syrie, serait en mesure de vaincre le groupement aéronaval britannique (principal représentant de l'OTAN) en Méditerranée orientale**. Le rapport de forces est globalement équilibré, mais les forces navales et aériennes russes disposent de capacités supérieures en matière de missiles antinavires. Par ailleurs, en cas de dégradation significative du contexte politico-militaire dans la région, la Russie chercherait probablement à « générer des menaces dans d'autres directions » (notamment en déployant des troupes) afin de détourner son adversaire vers d'autres théâtres plus « confortables » pour elle (*Voïenno-Promyכלennyï Kourier*, 27 juillet 2021).

Pour l'expert militaire (sans affiliation) A. Stepanov, **les drones militaires russes, dont les caractéristiques techniques sont équivalentes aux appareils chinois, ont un potentiel d'exportation largement sous-exploité**. Ils pourraient acquérir une position dominante dans les marchés des pays qui importent traditionnellement des armes russes. À cette fin, la Russie devrait intensifier ses efforts de promotion, diversifier les versions dédiées à l'exportation, et enfin moderniser les moteurs et logiciels des appareils pour s'adapter aux rapides avancées technologiques de ses

## Points clés

- Le renforcement des arsenaux nucléaires chinois fait peser la menace d'une course aux armements entre Washington, Moscou et Pékin.
- Moscou n'aurait pas d'intérêt à un traité trilatéral de maîtrise des armements avec la Chine et les États-Unis. En revanche, la création de règles et de mécanismes pour la prévention des conflits présentant un risque d'escalade nucléaire pourrait s'inscrire dans un cadre multilatéral.
- La nouvelle Stratégie de sécurité nationale russe est davantage centrée sur la préservation de l'ordre intérieur et le renforcement des capacités de mobilisation, reflétant la méfiance de Moscou à l'égard des alliances et du système international.

concurrents (*Gazeta.ru*, 20 avril 2021).

## Nucléaire / Dissuasion

D. Souslov, du Haut collège d'économie/Club Valdaï, estime que la conclusion d'un nouveau traité New START englobant davantage de types d'armes serait difficilement envisageable compte tenu des divergences russo-américaines sur les systèmes concernés. En particulier, l'inclusion (souhaitée par Washington) des armes nucléaires tactiques dans la comptabilité globale des armes nucléaires lèserait la Russie, qui ne pourrait plus compenser son infériorité conventionnelle face à l'OTAN. Par ailleurs, la Russie n'aurait pas d'intérêt à un accord trilatéral incluant la Chine : Moscou n'a pas besoin de « dissuader » Pékin, dont il cherche au contraire à renforcer les capacités contre l'adversaire commun américain. **La limitation des armes nucléaires stratégiques doit s'inscrire dans un cadre strictement bilatéral.** La Russie et les États-Unis pourraient convenir de prolonger New START au-delà de 2026, sans ajouter ni armes nucléaires tactiques ni pays tiers, mais en l'étendant aux missiles hypersoniques. Les États-Unis et la Chine, pour leur part, pourraient établir un régime bilatéral de contrôle des armements sans y impliquer la Russie. En revanche, **la prévention des incidents pouvant conduire à une guerre nucléaire pourrait faire l'objet d'accords multilatéraux, en particulier entre les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU.** Il s'agirait notamment d'instaurer des « règles de comportement » dans les domaines militaires et cyber, d'interdire le déploiement de certains types de missiles en Europe, et de renforcer la compréhension et l'information mutuelles en matière de nucléaire militaire (*Rossia v Globalnoi Politike*, 7 juillet 2021).

A. Arbatov, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), considère que **la construction (révélée en juillet par la presse américaine) au nord-ouest de la Chine de silos pouvant accueillir des centaines de missiles balistiques intercontinentaux est préoccupante pour la Russie.** D'une part, en cas d'affrontement nucléaire sino-américain, les missiles chinois survoleraient le territoire russe. D'autre part, l'initiative chinoise préfigure une course aux armements trilatérale. Dans 10 ans, si la tendance actuelle se poursuit, la Chine pourrait atteindre la parité nucléaire avec les États-Unis et la Russie ; ces derniers seraient alors incités à renforcer leurs propres arsenaux. La Russie, en particulier, serait en mesure de doubler son potentiel en redéployant ses armes stockées. En tout état de cause, la stabilité stratégique en serait menacée (*Novia Gazeta*, 29 juillet 2021).

## Doctrines et « guerre hybride »

Pour I. Fabritchnikov, membre du Conseil de politique étrangère et de défense (SVOP), **la nouvelle Stratégie de sécurité nationale russe se caractérise par un recentrage sur les priorités intérieures** (avec une approche conservatrice). Le document ne mentionne plus l'Union européenne et les États-Unis comme des partenaires potentiels, mais les amalgame en un « Occident » hostile (l'UE n'est plus mentionnée en tant que telle). Les autres partenariats semblent dévalués ; ainsi, la Communauté des États indépendants (CEI) est présentée comme « l'une des orientations clés » de la politique étrangère russe et non plus comme sa « priorité ». **Sur les huit « intérêts nationaux » définis, un seul est orienté vers l'extérieur,** et porte sur le maintien de la stabilité stratégique. Les autres références à des convergences avec le système international de sécurité ont été supprimées. La nouvelle doctrine appelle également à un renforcement des capacités de mobilisation et à la constitution de

## Points clés

- Pour lutter contre la « guerre mentale » que lui livre l'Occident, la Russie doit se concentrer sur sa sécurité et son développement intérieurs au lieu de s'ingérer dans des conflits externes.
- Dans un contexte de crise de la diplomatie, Moscou ne doit plus chercher à s'associer aux initiatives occidentales existantes sur les grands dossiers internationaux, mais lancer ses propres projets.
- La suite que le Kremlin donnera aux cyberattaques massives menées par des *hackers* russes sera un bon indicateur de sa détermination à coopérer avec Washington.
- Minsk n'a pas l'intention de mettre en place une armée conjointe russo-bélarusse : celle-ci serait nécessairement placée sous le commandement de Moscou, et A. Loukachenka perdrait alors toute autorité et autonomie.

réserves stratégiques de matières premières. Pour la première fois depuis de nombreuses années, **Moscou reconnaît la nécessité de compter principalement sur ses propres ressources, plutôt que sur la coopération internationale** ou sur des alliances incertaines (*Rossiia v Globalnoi Politike*, 5 juillet 2021).

Pour sa part, T. Bordatchev souligne que **les deux seuls pays cités nommément en tant que partenaires potentiels sont la Chine, qui a prouvé sa fiabilité, et l'Inde**, avec laquelle la Russie n'a pas de divergence fondamentale. Plus généralement, **la nouvelle stratégie reflète l'abandon du concept de « monde multipolaire »** au profit d'un système plus souple, caractérisé par l'« équilibre des forces » (*Vzgliad*, 5 juillet 2021).

A. Initskiï, conseiller du ministre de la Défense, considère que l'« Occident collectif » mène une « guerre mentale » contre la Russie. **Distincte des opérations cyber et informationnelles visant à affaiblir l'État et à semer le chaos, la « guerre mentale » est un processus continu ayant pour but de détruire irréversiblement la vision du monde et les fondements civilisationnels** de l'adversaire. Elle repose largement sur les outils d'intelligence artificielle, notamment les moteurs de recherche. Dans ce contexte, **Moscou doit limiter son implication dans les conflits extérieurs et se concentrer sur la défense du pays et de ses intérêts**, notamment en matière de développement économique et de sécurité intérieure. Il convient également de restreindre les relations des élites russes avec les pays occidentaux, et de veiller à la consolidation idéologique de la population autour du patriotisme et des valeurs traditionnelles (*Voïennaïa Mysl*, août 2021).

## Russie /Occident

Pour le *think tank* Russtrat (proche du Kremlin), la diplomatie internationale traverse une crise, liée principalement à la pandémie (qui a imposé des formats de rencontres numériques préjudiciables au dialogue) et au déclin de l'ordre multipolaire occidental. Pour sortir de l'impasse actuelle, la diplomatie russe doit s'adapter à ces évolutions. En particulier, **concernant les grands dossiers internationaux, comme le climat, l'Arctique ou encore la cybersécurité, Moscou ne doit plus se greffer aux initiatives occidentales, mais élaborer ses propres projets *ex nihilo***, depuis les diagnostics jusqu'aux plans d'action (*Russtrat*, 25 juillet 2021).

Le politologue V. Frolov (sans affiliation connue) estime que la lutte contre la cybercriminalité pourrait constituer un gage de la bonne volonté du Kremlin à coopérer avec l'administration Biden. **L'arrestation des *hackers* dépendra directement des directives que Vladimir Poutine transmettra au FSB**. Pourtant, Moscou n'a pas encore pris de mesures contre les pirates informatiques qui se sont attaqués au printemps 2020 à des infrastructures en Europe et aux États-Unis. En tout état de cause, la Russie devrait prendre au sérieux les menaces de représailles américaines dans son espace cybernétique (*Republic.ru*, 12 juillet 2021).

## Bélarus

Pour l'expert militaire A. Golts, **les propos d'A. Loukachenka envisageant un possible déploiement de forces militaires russes au Bélarus (si l'État de l'union était menacé) doivent être envisagés avec circonspection**. L'expérience des 20 dernières années montre que le président bélarusse invoque régulièrement un renforcement de l'intégration militaire avec la Russie pour obtenir le soutien

## Points clés

- Le statut de « paria » d'A. Loukachenka tend à renforcer son agressivité envers l'Occident. Moscou joue un rôle de garde-fou, **mais les exercices russo-bélarusses Zapad 2021 pourraient être émaillés d'incidents avec les pays frontaliers.**
- **Face à la nouvelle vague de sanctions contre le Bélarus, Minsk et Moscou doivent renforcer leur intégration financière et privilégier les transactions en roubles.**
- Le risque d'escalade russo-occidentale en cas de franchissement des « lignes rouges » de Moscou, comme lors de l'incursion du *Defender* près de la Crimée, ne doit pas être sous-estimé.
- Une remise en cause par Moscou de la coopération militaro-technique russo-turque pourrait dissuader Ankara d'armer Kiev.

(principalement financier) de celle-ci, mais qu'il finit toujours par se dédire. L'absence de commandement conjoint des forces antiaériennes ou des troupes d'infanterie, même lors de manœuvres, traduit cette réticence. **De fait, Minsk ne souhaite pas être entraîné dans une confrontation avec l'OTAN. Surtout, A. Loukachenka sait qu'en cas d'unification militaire, les généraux russes auraient l'ascendant sur ceux de son pays, fragilisant son propre pouvoir** (*Republic*, 2 août 2021).

A. Chraïbman, du Centre Carnegie de Moscou, estime que l'impasse du dialogue entre l'Occident et Minsk pousse A. Loukachenka à une agressivité croissante. **Sa récente manipulation des flux migratoires pour déstabiliser la Lituanie montre que le président bélarusse n'a plus rien à perdre. En septembre, les tensions seront renforcées par les manœuvres russo-bélarusses Zapad 2021. Contrairement aux éditions précédentes, elles présentent un risque réel d'incidents frontaliers, compte tenu de la nervosité des deux « camps ». La réticence de Moscou à s'impliquer dans des conflits avec l'OTAN pourrait s'avérer le seul facteur capable de freiner l'impulsivité d'A. Loukachenka** (*Centre Carnegie de Moscou*, 10 août 2021).

Pour I. Timofeïev, du Club Valdaï, **les sanctions contre Minsk adoptées le 9 août par Washington auront de sérieuses répercussions sur l'économie bélarusse, mais aussi sur les échanges commerciaux russo-bélarusses.** Pour diminuer le risque de sanctions contre les entreprises russes, les deux pays doivent renoncer aux transactions en dollars, mais aussi en euros, au profit du rouble, et développer un mécanisme de paiement intégré au sein de l'État de l'Union (*Evrązia Ekspert*, 13 août 2021).

## Mer Noire / Ukraine

Selon I. Timofeïev, du Club Valdaï, **en cas de nouvelle incursion navale occidentale au large de la Crimée** (comme celle du destroyer britannique *Defender* en juin), **un affrontement militaire serait peu probable**, mais envisageable. Le pilote de l'avion de patrouille russe pourrait, par erreur ou patriotisme, larguer une bombe sur le bâtiment ennemi. Moscou pourrait lui-même ordonner de torpiller le navire, comme l'avait fait Pyongyang avec la corvette sud-coréenne *Cheonan* en 2010. **Un tel incident provoquerait probablement des expulsions de diplomates, une présence accrue de l'OTAN en mer Noire et de nouvelles sanctions contre la Russie. En revanche, le déclenchement d'une véritable guerre entre la Russie et l'OTAN serait peu envisageable (bien que pas totalement exclu)** (*Club Valdaï*, 28 juin 2021).

Pour sa part, D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, affirme **qu'en cas de nouvelle provocation occidentale visant à tester ses « lignes rouges », notamment en mer Noire, en mer Baltique ou dans le Donbass, la Russie serait contrainte de riposter plus brutalement** pour ne pas être humiliée sur la scène internationale. **Les acteurs occidentaux ne doivent pas sous-estimer ce risque, et un dialogue Russie-OTAN pour la prévention des incidents doit être initié d'urgence** (*Centre Carnegie de Moscou*, 28 juin 2021).

D. Egortchenkov, de l'Institut des études et prévisions stratégiques, **estime que les drones de combat qu'Ankara a commencé à livrer à Kiev en juillet n'inverseront pas le rapport de forces dans le Donbass.** En revanche, ces appareils pourraient atteindre des civils « russes », une perspective inacceptable pour Moscou. **Le maintien ou la suppression de la coopération militaro-technique russo-turque constitue le meilleur levier de pression de Moscou contre ce jeu trouble d'Ankara** (*Svobodnaïa*

## Points clés

- **La Moldavie semble basculer durablement dans le camp pro-occidental.** M. Sandu cherchera cependant à maintenir de bonnes relations avec le Kremlin, qui devrait pour sa part limiter son ingérence dans les affaires du pays.
- N. Pachinian devra donner des gages de loyauté à Moscou pour maintenir la stabilité de son pouvoir et s'assurer du maintien des forces de paix russes au Haut-Karabagh.
- Les experts s'accordent sur la menace que le retour des talibans en Afghanistan fait peser sur la Russie. Celle-ci n'a pas les moyens de prévenir un basculement de l'Asie centrale dans le chaos et l'extrémisme. Ses leviers sur les talibans sont incertains. Moscou devra coordonner son action avec ses partenaires régionaux, notamment au sein de l'OTSC.

*Pressa*, 27 juillet 2021).

Pour l'expert militaire et colonel (à la retraite) V. Popov, **le renforcement annoncé des capacités ukrainiennes en mer Noire avec l'aide de l'OTAN est préoccupant.** L'Alliance ne cherchera pas à « entrer en force » en mer Noire, mais pourrait faire parvenir à l'Ukraine de petits bâtiments lance-missiles et de petits navires de patrouille par voie terrestre. En outre, avec le déploiement du système de missile côtier Neptune à l'horizon 2022, Kiev aura la possibilité d'atteindre toute cible en mer d'Azov et dans le détroit de Kertch, y compris le pont de Crimée (*Nezavisimàia Gazeta*, 19 août 2021).

## Moldavie

Pour A. Kostenkov, du Centre des études stratégiques et de politique étrangère (Minsk, opposition), la victoire du parti de M. Sandu aux élections législatives moldaves de juillet et les résultats médiocres des prorusses révèlent une évolution structurelle de l'électorat moldave. La nostalgie de l'Union soviétique et les discours antioccidentaux n'opèrent plus chez les nouvelles générations, davantage préoccupées par la corruption. En matière de politique étrangère, **Chisinau s'efforcera probablement de normaliser ses relations avec Moscou**, et pourrait renoncer à certains engagements de la campagne de M. Sandu à cet égard. La Russie, pour sa part, devrait rester en retrait de la politique moldave si sa tendance isolationniste se confirme (*Nachb Mnenie*, 18 juillet 2021). A. Filipenko, de l'Institut des études stratégiques (Kiev), souligne que le renforcement des points de contrôle à la frontière ukraino-moldave portera un coup sévère aux milieux d'affaires de Transnistrie. Le renforcement des relations entre Kiev et Chisinau devrait se poursuivre, même si l'implication des services spéciaux ukrainiens dans l'enlèvement d'un juge moldave a entamé la confiance entre les deux pays (*Zerkalo Nedeli*, 13 août 2021).

## Caucase du Sud

K. Krivocheïev, de *Kommersant*, considère que le Premier ministre arménien N. Pachinian, malgré sa réélection relativement confortable, doit désormais composer avec une opposition fortement mobilisée, dirigée par l'ancien Premier ministre R. Kotcharian. Ce dernier a retrouvé une certaine légitimité populaire et reste le favori du Kremlin. Pour éviter une nouvelle crise politique, et obtenir le renouvellement du maintien des forces de paix russes à l'horizon des prochaines élections, **N. Pachinian sera vraisemblablement contraint d'accentuer sa loyauté à l'égard de Moscou.** Un « tournant occidental » de l'Arménie semble exclu. Cependant, Erevan redoublera d'efforts pour convaincre les capitales européennes, en particulier Paris, de la nécessité de ne pas abandonner la totalité du Haut-Karabagh à Bakou. Vis-à-vis de l'Azerbaïdjan, N. Pachinian se concentrera sur la libération des prisonniers de guerre arméniens ; il profitera aussi de l'ouverture de nouvelles voies de communication régionales pour redresser l'économie arménienne (*Centre Carnegie de Moscou*, 22 juin 2021).

## Afghanistan

D. Trénine, directeur du Centre Carnegie de Moscou, considère que le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, **qui a permis de contenir le radicalisme islamiste pendant vingt ans**, plongera ce pays dans le chaos. Comme la Russie l'a fait au Moyen-Orient, elle doit mener un dialogue actif avec les pays impactés par cette crise (Chine, Iran, Pakistan, Inde, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Kazakhstan, Turquie). Ces

## Points clés

- En dépit de leurs déclarations « rassurantes », les talibans pourraient ne pas se contenter de contrôler l'Afghanistan, mais chercher à exporter leur idéologie et le terrorisme.
- Une éventuelle intervention russe en Afghanistan serait probablement aérienne (bombardements ou utilisation de drones).
- Si Moscou devait intervenir militairement pour défendre les pays d'Asie centrale contre les talibans, il ne serait pas certain de pouvoir compter sur les armées locales.

pays participant, sous des statuts divers, aux travaux de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Moscou doit promouvoir ces structures comme plateformes d'échanges et de négociations autour de l'Afghanistan. L'OTSC doit notamment permettre à la Russie de coordonner l'action de ses services spéciaux avec ceux du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Kazakhstan, pour prévenir l'infiltration d'extrémistes. **La question afghane doit repasser en tête des priorités stratégiques de Moscou** (*Carnegie*, 14 juillet 2021).

Pour l'expert militaire de TASS V. Litovkine, l'OTSC souhaiterait prendre le contrôle de la frontière afghano-ouzbèke afin de la sécuriser. L'Ouzbékistan pourrait réintégrer l'organisation, car il ne pourra pas faire face seul à la crise. Le déploiement éventuel de troupes biélorusses et arméniennes dans la région devrait aussi figurer à l'ordre du jour de l'OTSC, où une meilleure répartition des efforts est nécessaire. Par ailleurs, il faut s'attendre à un renforcement des bases russes au Tadjikistan et au Kirghizstan (*Nezavisimaïa Gazeta*, 22 août 2021).

L'expert militaire A. Golts estime que l'intervention américaine en Afghanistan avait permis à la Russie de réduire sa présence militaire au sud pour se concentrer sur le flanc occidental. Désormais, le retrait américain et le retour des talibans place Moscou en difficulté. **La 201<sup>e</sup> Division d'infanterie motorisée russe (basée au Tadjikistan et qui compte entre 6 000 et 7 000 hommes) manque d'effectifs pour sécuriser durablement la frontière tadjiko-afghane.** L'Asie centrale pourrait faire face à un afflux massif de civils et de militaires afghans, susceptible de déstabiliser les régimes locaux et de créer un chaos migratoire régional. **Compte tenu de la perméabilité de l'immense frontière russo-kazakhe, une menace sérieuse pèserait alors sur la sécurité intérieure de la Russie.** Certes, l'armée russe a conduit des exercices militaires de contre-terrorisme en Asie centrale, mais l'expérience a montré que face à des mouvements insurrectionnels, il est bien plus difficile d'atteindre des buts politiques que des objectifs militaires. Bientôt en première ligne face aux talibans en Asie centrale, la Russie devra trouver un juste équilibre entre la garantie de sa sécurité nationale par le déploiement de moyens militaires et diplomatiques et le respect de la souveraineté des régimes en place (*Ejednevnyï Journal*, 8 juillet 2021, *Republic.ru*, 12 juillet 2021).

I. Fabritchnikov affirme que les talibans déploient une forte activité diplomatique, notamment à l'adresse de Téhéran et de Moscou, pour obtenir la reconnaissance internationale de leur régime. Néanmoins, **la Russie ne doit pas surestimer ses capacités de négociations avec les talibans : les engagements de leurs représentants politiques à l'étranger et les objectifs de leurs commandants sur le terrain peuvent diverger.** La reprise de Kaboul par les talibans représente pour la Russie un plus grand défi que la crise en Ukraine. L'instauration de la charia en Afghanistan risque de raviver le fondamentalisme islamique en Asie centrale, en Russie et au-delà (*GlobalAffairs.ru*, 12 juillet 2021).

Pour le colonel (R) A. Kondratev, malgré leurs déclarations, les talibans exporteront très probablement le terrorisme islamiste hors des frontières afghanes. Moscou doit se préparer à y répondre. **Les drones pourraient jouer un rôle clé dans une guerre sur ce théâtre** (*Natsionalnaïa Oborona* [version imprimée], juillet 2021).

A. Golts estime qu'en cas d'agression des talibans contre les pays d'Asie centrale, la Russie répondrait probablement par des bombardements aériens, comme en Syrie.

## Points clés

- Il n'est cependant pas exclu que le nouveau pouvoir à Kaboul s'efforce d'accommoder la Russie, afin que celle-ci facilite la reconnaissance des talibans par la communauté internationale.
- La Russie doit s'abstenir de prendre parti dans les conflits en Afrique du Nord. **Si elle ne peut les régler, elle doit s'impliquer dans la sécurisation des sites et l'assistance à la population.** En Égypte, elle doit s'engager dans la lutte antiterroriste et le développement socio-économique, car l'avenir de ses projets industriels dépendent de la stabilisation du pays.
- La tendance actuelle de renforcement des liens sino-russes devrait s'accroître jusqu'à la formation d'une alliance *de facto*.

Néanmoins, à la différence du théâtre syrien où les armées d'Assad et les Iraniens assuraient l'intervention au sol, **Moscou n'est pas certain de pouvoir s'appuyer sur les forces terrestres de ses partenaires centrasiatiques.** Les armées de ces pays ont certes montré leur efficacité lors des récentes manœuvres conjointes, mais cela n'empêcherait pas une débâcle similaire à celle de l'armée régulière afghane (*Ejednevnyi Journal*, 16 août 2021).

Selon l'expert (indépendant) de l'espace postsoviétique A. Doubnov, **la Russie ne s'engagera probablement pas dans la reconstruction économique de l'Afghanistan, mais pourrait bénéficier d'une influence politique** sur le nouveau régime, en tant que grande puissance. Si les talibans renoncent effectivement à toute expansion militaire et idéologique en dehors de l'Afghanistan (la seule « exigence » russe), Moscou pourrait favoriser leur reconnaissance politique et leur radiation de la liste des organisations terroristes de l'ONU (*Republic*, 16 août 2021).

## Moyen-Orient

Pour D. Tarassenko, de l'Institut russe des études stratégiques (RISI, proche de l'Administration présidentielle), **face aux différentes crises et menaces en Afrique du Nord (et notamment en Libye), la Russie doit 1) « élaborer un modèle d'équidistance » entre les belligérants de chaque conflit**, afin de conserver sa marge de manœuvre dans tous les scénarios ; 2) s'abstenir de conclure des accords (industriels notamment) avec des autorités contestées sans évaluation des risques ; 3) s'efforcer, par les canaux diplomatiques, de limiter le pouvoir de nuisance des acteurs régionaux qui tirent profit de l'instabilité et l'alimentent ; 4) en cas d'impasse politique, se concentrer non pas sur les causes, mais sur le traitement des « symptômes » (sécurisation des sites de production, assistance humanitaire). **Concernant plus particulièrement l'Égypte, les menaces principales pour le développement du partenariat bilatéral résident dans l'instabilité sécuritaire intérieure**, qui affecte plusieurs projets stratégiques, de la zone industrielle du Sinaï à la centrale nucléaire d'El Dabaa. Dès lors, il convient d'intensifier la coopération russo-égyptienne en matière de lutte antiterroriste, mais aussi les efforts conjoints visant à stabiliser la situation socio-économique égyptienne, en particulier en développant le secteur agricole (*Russian International Affairs Council*, 29 juin 2021).

## Asie

Selon V. Kachine, du Haut collège d'économie, **la reconduction pour cinq ans du traité d'amitié russo-chinois, sans modification après 20 ans d'existence, ne marque en rien une stagnation de la relation.** Ce document relativement imprécis permet de développer tous types de coopération bilatérale, y compris sur le plan militaire. Selon toute vraisemblance, la fréquence des manœuvres conjointes augmentera dans les mois/années à venir, la coopération militaro-technique poursuivra son essor et **le partenariat bilatéral prendra la dimension d'une alliance**, même si celle-ci n'est pas formalisée. La communication interculturelle demeure un défi, mais les deux pays ont réalisé d'importants progrès dans ce domaine au cours des dix dernières années (*Gazeta.ru*, 28 juin 2021).

## Énergie

Pour V. Frolov, le dossier ukrainien passe au second plan dans un contexte où l'Occident se concentre sur la menace chinoise. Révélateur de cette tendance, **l'accord**

## Points clés

- L'accord germano-américain sur le gazoduc Nord Stream 2 rend l'Ukraine plus vulnérable à moyen terme, mais pourrait renforcer son indépendance à long terme si toutes ses dispositions sont mises en œuvre.
- Si l'Ukraine veut maintenir le transit gazier après 2024, elle devra offrir à Moscou des conditions commerciales et industrielles avantageuses.
- Il serait plus rentable pour la Russie de produire son hydrogène directement en Europe que de l'acheminer par gazoduc.

conclu en juillet entre A. Merkel et J. Biden sur le gazoduc Nord Stream 2 affaiblit à moyen terme la position politique de l'Ukraine et renforce l'influence russe sur l'Europe orientale. Il fragilise particulièrement V. Zelensky, lequel pourrait finir par accepter des concessions (reconnaissance par Kiev de la Crimée russe, autonomie politique et culturelle pour le Donbass, neutralité géopolitique de l'Ukraine). L'engagement de Berlin à sanctionner Moscou si celui-ci recourt à l'« arme énergétique » contre Kiev semble trop flou pour être dissuasif. De fait, le maintien du transit *via* l'Ukraine après 2024 dépend désormais exclusivement de la bonne volonté de Moscou. Néanmoins, à plus long terme, **si le programme de développement du secteur énergétique ukrainien prévu par l'accord est réalisé, Kiev pourrait s'affranchir de sa dépendance énergétique** et financière vis-à-vis de Moscou (*Republic*, 23 juillet 2021).

K. Simonov, directeur de la Fondation pour la sécurité énergétique nationale, considère que **l'expiration du contrat de transit gazier en 2024 placera l'Ukraine dans une situation difficile. Le problème n'est pas tant la perte des revenus du transit que l'approvisionnement gazier de l'est de l'Ukraine.** En effet, la fourniture de gaz « en flux inversé » depuis la Slovaquie n'est qu'un trompe-l'œil administratif, qui ne fonctionnera plus si le transit s'interrompt. En cas de rupture des approvisionnements, Kiev devra réellement importer du gaz depuis l'Europe (à un prix difficilement soutenable) ou recommencer à acheter officiellement du gaz à la Russie. **Si l'Ukraine compte maintenir le transit sous sa forme actuelle, elle doit s'adapter aux conditions du marché :** faire une proposition commerciale attractive, garantir la maintenance des infrastructures et envisager une participation de Gazprom à l'utilisation des installations de stockage souterrain du gaz (*Vedomosti*, 18 juillet 2021).

A. Konoplianiuk, du Conseil scientifique des études énergétiques de l'Académie des sciences, estime que l'exportation d'hydrogène russe vers l'Europe occidentale par les gazoducs existants nécessiterait une modernisation complète de ces derniers et requerrait donc des investissements trop élevés. **Moscou aurait davantage intérêt à implanter directement en Union européenne des usines conjointes (russo-européennes) permettant de transformer le gaz russe en hydrogène.** Cette option bénéficierait aux industriels russes du secteur et permettrait de répondre aux exigences environnementales européennes, pour un coût limité (*Nezavisimaïa Gazeta*, 16 juillet 2021).

---

\*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.